

Parmi les défenseuses présentes sur cette photo, cinq d'entre elles sont accompagnées par PBI sur le terrain.



WOMEN HUMAN RIGHTS DEFENDERS ADVOCACY WEEK :

DÉS OUTILS POUR LES FEMMES DÉFENSEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

En septembre, en marge de la 57e session du Conseil des droits de l'homme, PBI a co-organisé la Women Human Rights Defenders Advocacy Week, réunissant 15 défenseuses de l'environnement et des droits humains venues du monde entier, dont cinq accompagnées par PBI. Cette semaine de sensibilisation et de formation visait à favoriser les échanges, se familiariser avec les mécanismes des Nations unies et renforcer leurs capacités en plaidoyer grâce à des outils adaptés.

Campagnes de diffamation, criminalisation, emprisonnement, assassinats : les personnes défenseuses des droits humains s'exposent à de nombreuses persécutions, aggravées par la montée de l'autoritarisme, du nationalisme et des discours anti-droits, en particulier dans les zones de conflit. **L'Amérique latine représente la région avec le plus grand nombre de meurtres de défenseurs-euses des droits liés à la terre, au territoire et à l'environnement, avec 85 % des cas en 2023.** Au Honduras, les entreprises extractives dégradent les ressources naturelles des territoires Lenca, confrontant les communautés autochtones à d'immenses défis pour défendre leurs droits fonciers. En Colombie, les industries extractives opèrent également sur les terres autochtones, exposant les peuples qui luttent pour leurs droits territoriaux à la violence et à un nombre alarmant d'as-

sassinats. Au Guatemala, la corruption et les graves violations des droits humains demeurent impunies. La décision de l'ancien président Jimmy Morales, en 2018, de mettre fin au mandat de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CI-CIG) a fragilisé la lutte contre les structures criminelles au sein de l'État. Les communautés autochtones, victimes d'inégalités socio-économiques et de mégaprojets extractifs de multinationales imposés sur leurs territoires, résistent courageusement, mais sont souvent ciblées pour leur engagement.

La situation des peuples autochtones et des personnes défenseuses des droits humains est préoccupante dans de nombreuses régions du monde.

Si l'Amérique latine illustre bien ces défis, d'autres exemples, comme l'Indonésie, montrent que ces problématiques sont globales. Dans ce pays, l'absence de reconnaissance des peuples autochtones dans le droit national entraîne l'exploitation de leurs terres ancestrales sans leur consentement. Au Mexique, l'exploitation des terres des communautés autochtones menace leurs droits et leur sécurité, une situation exacerbée par l'influence du crime organisé. Les cartels s'approprient illégalement ces terres, souvent avec la complicité de l'État, et y mènent des guerres de gangs pour en prendre le contrôle. Dans ces contextes, les défenseuses des droits humains sont ciblées non seulement pour leur engagement public, mais également en raison des discriminations relatives à leur genre. Près de la moitié des militantes engagées dans les conflits liés aux ressources naturelles, à l'accès à la terre ou à l'extraction minière font

face à des violences directes, des menaces ou des tentatives de criminalisation, amplifiées dans des contextes de fortes inégalités de genre.

Malgré leur exposition accrue aux dangers, les défenseuses des droits humains jouent un rôle crucial dans la promotion et la protection des droits fondamentaux. Participer aux mécanismes internationaux et onusiens est essentiel pour faire pression sur les États et obtenir des avancées concrètes. C'est dans cet esprit que la Women Human Rights Defenders Advocacy Week a été mise en place. Organisée en collaboration avec des partenaires tels que ISHR, JASS, Front Line Defenders, et Amnesty International, cette semaine de formation et de sensibilisation était dédiée aux femmes défenseuses des droits humains, avec un accent sur la justice climatique, les droits environnementaux et ceux des peuples autochtones. Les 15 participantes ont approfondi leurs connaissances des systèmes internationaux de protection des droits humains, acquis des outils pratiques pour renforcer leur sécurité, et échangé avec des acteurs clés de la communauté internationale et de l'ONU. **Yannick Wild, coordinateur du plaidoyer pour PBI à Genève, a notamment animé une session sur les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et sur la manière de les utiliser efficacement pour des actions de plaidoyer.**

Assassinats de
défenseurs-euses de
l'environnement
et des droits
fonciers en 2023



85%
en Amérique latine

Plus de
1'500
défenseurs-euses
des droits humains
tués
depuis l'adoption
de l'Accord de Paris
sur le climat en 2015



En 2023,
43% des personnes
assassinées en Amérique
latine étaient issues de
**communautés
autochtones**

43%

Élaboration propre basée sur les données de Global Witness (*Missing Voices*, 2024).

Nous avons également pu mettre en avant les défenseuses accompagnées par PBI lors de trois événements publics : la projection du film *The Illusion of Abundance* sur les luttes de trois défenseuses de l'environnement, une discussion à l'IHEID sur les droits environnementaux et le genre, et une table ronde au Festival Alternatiba sur le climat et les droits des peuples d'Amérique latine.

En résumé, la Women Human Rights Defenders Advocacy Week a ainsi permis à des défenseuses du monde entier de créer un espace de solidarité et de dialogue sécurisé et crucial entre celles-ci et des acteurs internationaux majeurs, faisant entendre leurs voix et renforçant la visibilité de leurs causes.

CINQ FEMMES DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS ACCOMPAGNÉES PAR PBI



Tania Carolina Hernández, Honduras

Au sein du Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras – COPINH, Tania lutte pour la défense des droits des peuples autochtones du Honduras, ainsi que des droits liés à la terre et aux territoires.

« S'il n'y a pas de justice dans une affaire emblématique comme celle de Berta Cáceres, alors nous continuerons à subir de tels crimes dans nos territoires et contre notre peuple. »

Visionnez

**THE ILLUSION OF
ABUNDANCE**



Un documentaire d'Erika González Ramírez et Matthieu Lietaert (2022), qui explore les impacts des industries extractives sur les communautés autochtones et l'environnement au Honduras, au Brésil et au Pérou. Scannez le QR code pour découvrir ce film via la Coalition pour des multinationales responsables.

Deyanira Soscué, Colombie

Deyanira est membre du Consejo Regional Indígena del Cauca (CRIC), une organisation qui défend les droits territoriaux et culturels des peuples autochtones face aux impacts socio-environnementaux. L'activisme de Deyanira, notamment contre le méga-projet hydroélectrique de La Salvajina, a mis en danger sa vie, ainsi que celle de sa famille et de sa communauté.

« Sans eau, les pauvres auront soif, mais les riches aussi. »



Pascuala Alonzo Ramírez, Guatemala

Pascuala est une figure de la résistance et une autorité communautaire d'Olopa, dans la région de Chiquimula, engagée pour la préservation et la promotion des cultures et des droits des peuples autochtones. Elle lutte contre les impacts de l'exploitation minière sur les enfants et défend les droits de sa communauté face à ces menaces environnementales.

« Partager nos résistances, découvrir les expériences de nos compañeras et comprendre comment se mènent les luttes dans d'autres pays m'a renforcée et enrichie. Je sais maintenant que je dois rester forte et continuer à lutter. »



Dorthea Wabiser, Indonésie

Dorthea est activiste et chercheuse à PUSAKA, une organisation qui vise à défendre les droits des peuples autochtones face aux investissements en Papouasie occidentale où elle a grandi.

« Il a été prouvé que les meilleurs gardes forestiers sont les peuples autochtones eux-mêmes. Le problème : en Indonésie, les autochtones ne sont pas protégés et n'ont pas de territoire propre. »

María Eugenia Gabriel Ruiz, Mexique

Avocate et anthropologue sociale, María Eugenia est membre de la Red Solidaria de Derechos Humanos au Michoacán. Elle accompagne les femmes Purhépechas dans les domaines de la sécurité et du renforcement des processus d'autodétermination.

« J'espère qu'un jour ce monde n'aura plus besoin de défenseurs-euses des droits humains ! »

HONDURAS: DES VIES EN PREMIÈRE LIGNE

Au Honduras, les personnes défenseuses des droits humains, en particulier celles engagées dans la protection de l'environnement, font face à une violence croissante. La lutte pour ces droits a coûté la vie à de nombreuses personnes, dont la militante emblématique **Berta Cáceres**. Leader autochtone et fervente écologiste, elle a été assassinée en 2016 pour sa résistance au projet hydroélectrique Agua Zarca, qui menaçait le territoire sacré des communautés Lenca. Malgré des preuves établissant des liens entre ce crime et de puissants acteurs économiques et politiques, les commanditaires restent impunis. Quant aux auteurs matériels de l'assassinat, ils ont été condamnés mais leur sentence n'a pas été confirmée pour le moment, symbolisant l'impunité qui prévaut dans le pays.

Cette violence s'est répétée tragiquement en septembre 2024 avec l'assassinat de **Juan López**, engagé contre les activités minières menaçant la rivière Guapinol, source d'eau vitale pour des milliers de familles. En 2022, l'activiste avait témoigné à Berne et à Genève, partageant son combat et les risques encourus. Deux jours après son assassinat, une collègue a pris la parole dans le cadre de la Women Human Rights Defenders Advocacy Week, lors d'une table ronde organisée par PBI et consacrée à la défense de l'environnement au Honduras, aux côtés de **Tania Carolina Hernández**. À l'instar de **Berta Cáceres**, **Juan López** subissait une criminalisation orchestrée par des acteurs politiques et économiques cherchant à affaiblir la résistance locale. Quelques jours après son meurtre, une cour d'appel a ordonné la réouverture de procédures pénales contre lui et quatre autres personnes défenseuses, un exemple frappant du processus de criminalisation fréquemment dénoncé par les organisations de droits humains. Malgré les pressions, les défenseurs-euses des droits humains à Guapinol continuent de se mobiliser, incarnant une résistance essentielle pour la préservation de l'environnement et des droits humains au Honduras face à l'impunité et à aux intérêts économiques omniprésents.

« J'AI ÉTÉ FAÇONNÉE PAR UN ENVIRONNEMENT OÙ AGIR ÉTAIT UNE RESPONSABILITÉ ! »

INTERVIEW AVEC EMILIANA RICKENMANN

Emiliana a rejoint l'équipe de PBI en 2023 dans le cadre d'un stage mené en parallèle de ses études en relations internationales à l'Université de Genève. Activiste d'origine colombienne, elle est fortement engagée sur les enjeux socio-climatiques, notamment en tant que co-fondatrice de *Latinas por el Clima*. Découvrez son parcours et ses aspirations.

Comment est né ton désir de te battre en faveur de l'environnement et de la justice sociale ?

EMILIANA RICKENMANN: Mon engagement pour l'environnement et la justice sociale est né d'une enfance en Colombie, un pays profondément inégal. L'influence

« EN SUISSE, LE COMBAT EST DIFFÉRENT, MAIS TOUT AUSSI IMPORTANT »

d'un père militant pour la paix et d'une belle-mère défendant les droits des femmes m'a façonnée une forte conscience sociale. Le «Paro Nacional» a renforcé mon engagement, soulignant les injustices du système oligarchique colombien.

Mon activisme environnemental s'est concrétisé en 2019 lors des feux en Amazonie et s'est renforcé avec la ratification de l'Accord d'Escazú.



CHRISTIAN ALTHIER

Emiliana lors d'une manifestation à Zurich contre UBS et la BNS, dans le cadre de la Grève internationale pour le climat, avril 2024.

Cette expérience m'a révélé le lien profond entre droits humains et environnement, menant à la co-fondation de *Latinas por el Clima* pour lier les luttes de genre et de climat.



Être activiste en Suisse ou en Colombie, même combat ?

Pas tout à fait. En Colombie, être activiste est extrêmement dangereux, avec des risques quotidiens pour la vie des défenseurs-euses de l'environnement. Cependant, ces risques varient selon les individus et sont amplifiés par les inégalités qui structurent le pays. Cela complexifie la lutte mais renforce l'urgence d'agir à partir de notre position privilégiée.

En Suisse, le combat est différent, mais tout aussi important. Il ne s'agit pas de risques directs pour la vie, mais de combattre un système avec des institutions financières et des multinationales suisses qui, à distance, finance l'extractivisme et la destruction socio-environnementale. Avec les outils et les mécanismes à notre disposition, il est urgent de faire reconnaître la responsabilité directe et indirecte de la Suisse dans ces injustices et d'agir sans attendre !

Qu'est-ce qui t'a le plus marquée durant ton stage ?

Ce qui m'a le plus marquée, c'est la richesse des rencontres avec les défenseurs-euses du monde entier. J'ai également découvert l'importance du plaidoyer auprès de l'ONU et comment la société civile peut concrètement influencer les décisions globales, exiger des comptes et amplifier la lutte des défenseurs-euses. Finalement, j'ai pris conscience du rôle stratégique du financement des ONG. On romantise souvent le travail social, humanitaire et militant, mais les luttes ne peuvent perdurer sans les ressources nécessaires. Un plaidoyer efficace repose aussi sur des bases solides en fundraising.

AVEC UN DON, VOUS PROTÉGEZ LES DÉFENSEUSES ET DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS.

Merci !

Faites un don avec TWINT !



Scannez le code QR avec l'app TWINT



Confirmez le montant et le don



Peace Brigades International
Brunnmattstrasse 21, 3007 Berne, 031 372 44 44
Rue de Varembe 1, 1202 Genève, 058 058 80 90
info@peacebrigades.ch



Votre don en bonnes mains.

